

DECLARATION PRE-LIMINAIRE AU COMITE TECHNIQUE DU 20 OCTOBRE 2017

Tout ce qui prévaut aux orientations politiques et aux inclinaisons "sociales" est commandé par la théorie libérale de l'économie. Le problème avec cette théorie, c'est qu'elle n'est qu'une théorie de laboratoire fondée sur des postulats qui ne peuvent pas être remplis : transparence de l'information, capacité d'analyse exhaustive des agents économiques, etc... Le problème avec cette théorie, c'est qu'elle fait s'amuser quelques chercheurs attardés qui souhaitent mettre le monde économique, le monde des rapports humains, en équation. Certains d'entre eux, dont la grande majorité n'est pas issue du sérail "économique", mais mathématique, envisagent de démontrer la suprématie de cette théorie par l'adjonction de quantités de formules statistiques et probabilistes qui font penser à tout un chacun que "c'est bien compliqué l'économie, moi je n'y comprends rien, je laisse ça à ceux qui savent". Et c'est bien là que les problèmes commencent. Ceux qui savent... ou plutôt qui font croire qu'ils savent, ne savent pas grand chose en vérité, sauf qu'il n'existe pas de loi immanente en matière d'organisation économique et sociale de nos sociétés.

C'est pourtant ce qu'ont tenté de démontrer deux "économistes" orthodoxes, en 1956 : Lipsey et Lancaster. Leurs travaux ont donné naissance au théorème éponyme que tout bon étudiant en économie se doit de connaître. Il ont essayé, notamment, de démontrer que le marché concurrentiel est plus efficient, que tout ce qui relève des normes, réglementations, services publics, etc... constitue une entrave dans l'objectif qui est celui d'atteindre l'optimum économique, une sorte d'équilibre où chaque offre rencontre sa propre demande sur le marché qui est le sien (marché des biens, des services, du travail, des salades, des cure-dents, etc...) !!! Le remède est donc simple : il faut tendre vers une économie de marché pure, et donc engager des politiques allant dans ce sens : libéraliser, flexibiliser, supprimer les monopoles d'Etat, etc !!!...

Si nous ne sommes pas obscurs, vous avez su décrypter ce qui est donc à l'œuvre au sein de nos Etats occidentaux depuis les années 70 : la recherche de la mise en place d'un système concurrentiel généralisé. C'est également l'orientation qui prévaut au sein de l'Union Européenne et en France depuis plusieurs décennies. Ce sont ces mêmes recettes qui ont été adoptées dans les pays de l'ex-bloc soviétique, distillées par les pompiers pyromanes du FMI et de la Banque Mondiale au moment de la chute du mur de Berlin ; et qui a généreusement eu pour conséquence de paupériser une population déjà en retard par rapport aux sociétés occidentales, accroître de manière fulgurante les inégalités sociales et, cerise sur le gâteau libéral, développer le système des mafias qui ont mis la main sur l'appareil de production captant ainsi la richesse produite. Mais là, le tout petit, petit écueil rencontré par nos économistes est qu'ils ont fini par démontrer l'inverse de ce qu'ils auraient voulu démontrer !!!! Si, si !!! Sans blague !!! Ces économistes libéraux, après avoir tordu un nombre incalculable de variables pour démontrer la suprématie de leur monde idéalisé de la théorie économique libérale, ont démontré qu'il n'existe pas d'optimum économique qui puisse être atteint si l'on déréglemente, si les Etats se désengagent, si l'on démantèle des monopoles d'État,... Bref, que l'existence même de lois économiques, y-compris celle de l'offre et de la demande d'ailleurs, ne reste que du domaine du fantasme. Au contraire : ils ont démontré, à leurs corps défendant, que toute politique visant à démanteler, déréguler, flexibiliser, supprimer des services publics, amène irrémédiablement les Etats et leurs agents économiques dans une situation pire que celle qui prévalait avant les réformes libérales.

Comment ne pas faire le lien évident de la politique actuellement menée par ce gouvernement, aux ordres d'une frange de la population dont les revenus et les patrimoines ont vu leur niveau exploser pendant que la grande masse de la population se serrait, se serre et va se serrer encore un peu plus la ceinture. L'alibi du niveau intenable de la dette, tellement abject lorsque l'on prend le recul et l'honnêteté d'en connaître, pour la majeure partie, l'origine, ne tient pas un seul instant. Servit à des citoyens à qui l'on cache sciemment les « pourquoi » afin de mieux leur faire accepter, voire demander, les « parce que », nos plus hauts responsables sont complices d'un véritable mensonge d'État destiné à servir les desseins de quelques-uns. Certains semblent sincèrement y croire, tels les disciples Gérard COLLOMB et Christophe CASTANER, dont on sait aujourd'hui qu'ils semblent appartenir à une espèce dont la période d'ovulation dure une quinzaine de jours, de la mi à la fin septembre, tellement nous comptons de déclarations d'amour quasi-charnelles à destination du Gourou-Président MACRON, le mois dernier.

Revenons à des choses un peu plus sérieuses, quoi que... Les plus hauts revenus, les plus hauts patrimoines de ce pays n'en demandaient-ils pas tant ? Oh, que si. Et s'ils ne trouvent aucune opposition à leurs caprices, il y a fort à parier que, dans quelques années, voire quelques mois, les « rigidités du marché » qui auront bien évidemment subsisté, seront encore et toujours à éradiquer. Car il y a fort à parier qu'avec le naufrage et donc l'échec patent des ordonnances en matière de retour de la croissance économique, les fondamentalistes néo-libéraux n'auront de cesse de répéter qu'avec les ordonnances MACRON, on n'aura pas fait preuve du courage nécessaire pour aller chasser le dernier article amidonné du code du travail. Et que les mêmes maux produisant les mêmes effets, les rigidités statutaires des nantis serviteurs de l'État, des Collectivités territoriales et des Hôpitaux devront une fois pour toute ne plus exister que comme une parenthèse, une anomalie sociologique, dans les livres d'Histoire, que ces trop nombreux jaloux, cyniques, privilégiés et fainéants fonctionnaires, seront encore trop nombreux. « Les études le prouvent » nous assène-t-on. Or, nous serions tellement accrochés à nos soi-disant privilèges, tels des arapèdes à leurs rochers, que nous ne nous en rendons même pas compte !! D'ailleurs Philippe AGHION, un des économistes qui murmure à l'oreille du Président, l'un de ceux qui lui permettent d'apparaître encore, mais pour combien de temps, comme un prophète, nous l'a affirmé sur France Inter, le 21 septembre, lorsqu'on lui a posé la question suivante « Y a-t-il un lien prouvé et démontré entre la faciliter à licencier et la facilité à embaucher ? ». La réponse a eu du mal à fuser, mais elle a finalement trouvé la sortie : « Je pense qu'il y a eu des études... Je ne peux pas vous dire quelle étude, mais enfin, c'est prouvé, c'est établi. ». Ah, zut. Nous on l'a trouvé l'étude. C'est celle du Conseil d'Analyse Economique, dont il fut membre entre 2006 et 2012... et qui disait ceci : « il n'y a pas de corrélation démontrée entre le niveau de protection de l'emploi et le chômage ». Il devrait consulté, M AGHION, ses trous de mémoire sont profondément inquiétants.

Mais finalement, quelle meilleure déclaration que celle du secrétaire générale de l'Elysée, Alexis Kohler, pour décoder la pensée macronienne en la matière. Elle est retranscrite ci-après, à l'occasion d'une interview au quotidien helvète « Le Temps » : « Sur le travail, c'est vraiment la deuxième question la plus importante car, au bout du compte, l'essentiel est de savoir si les Français sont effectivement convaincus que mieux vaut des travailleurs pauvres que des chômeurs bien indemnisés ». Tout l'origine de la politique macronienne n'est donc pas scientifique, mais purement idéologique.

Mais que diable, enfin un président qui secoue tout ça !! Enfin un Président qui prend aux pauvres, aux indigents, aux fragiles, aux inutiles à ceux qui ne sont rien, pour donner aux riches, ceux qui ont réussi, qui, dans leur grande bonté, leur infinie sagesse et leur magnanime philanthropie sauront quoi faire de cet argent, ils sauront l'employer à bon escient, créer de la richesse et ainsi, en faire profiter toute l'économie, et donc, en faire également profiter ces pauvres qui ne savaient pas quoi faire de toute cette manne... voire, appelons un chat, un chat, qui la gaspillait !

Soyons sérieux un instant. Comment croire une seule seconde que substituer une Imposition Forfaitaire sur l'Immobilier (IFI) à l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF), et créer non seulement un manque à gagner de plus de trois milliards d'€uros pour l'État et les services publics, mais constituer un cadeau du même montant à ceux qui vont en bénéficier alors qu'ils sont déjà riches à millions, aura un quelconque effet positif sur la création de richesse et l'investissement productif des entreprises françaises. Si nos gouvernants le croient, ce sont de fieffés idiots, s'ils n'y croient pas, ce sont de grands escrocs. La connaissance de quelques chiffres et l'application d'une simple règle de trois suffit à s'en apercevoir. Tout d'abord, un petit moment d'explication en la matière : il n'y a investissement financier supplémentaire des apporteurs de fonds via l'achat d'actions qu'à proportion des émissions nouvelles d'actions. Le reste du volume des échanges d'actions ne concerne que le marché secondaire, marché purement spéculatif, où l'on joue à la hausse ou à la baisse afin de se remplir les poches. Nulle question, en ce lieu virtuel, « d'économie réelle », encore donc moins de financements d'entreprises. Mais revenons au moment réel de l'investissement, afin de savoir si le jeu de la défiscalisation en vaut la chandelle. En France, le volume d'émission de nouvelles actions en 2014 s'est élevé à 12,5 milliards d'€uros, 10 en 2015. Avec une place de Paris où le volume des échanges sur les marchés spéculatifs s'est élevé à 3 300 milliards, les investisseurs ne concourent à l'investissement qu'à hauteur de 0,3 % de leur fortune financière. Prenons les choses d'un point de vue fiscal, maintenant : toute mesure de défiscalisation ISF des portefeuilles actions représente à 99,7 % de la pure aubaine, sans aucun effet sur l'investissement. On chiffre à 3 milliards d'€uros le coût pour les finances publiques de cette mesure. 0,3 % cela nous fait 9 millions d'investissement supplémentaire. 9 millions d'effet pour trois milliards de dépense fiscale. Heureusement que MM PHILIPPE et LE MAIRE nous ont convaincu de la nécessité de cette mesure, sinon on aurait eu comme un doute.

Quel forfaiture de nous avoir laissé croire que M MACRON était le président des riches !! Non, il cumule les contre-exemples :

1 - suppression de la taxe d'habitation en trois ans. Bon, les collectivités sont assurées que l'État compensera au centime... d'accord, au centime de 2017, puis 2018, et enfin 2019... mais en 2025, si la compensation existe toujours, ce qui semble être une hypothèse héroïque au train où s'enchaînent les événements, comment feront-elles pour continuer d'investir, de pourvoir au développement économique de leur territoire ? Quelle latitude, quels « choix » leur seront laissés ? Celui de l'abandon de politiques considérées comme secondaires, voire optionnelles, tels que le développement des équipements sportifs ou culturels ? Celui de la mise sous tutelle ? Quoi qu'il en soit, ce seront les populations les plus faibles, les moins éduquées, les plus fainéantes, les plus smicardes, les plus chômeuses qui en seront pour leurs frais. Car pour elles, il ne sera plus question d'y avoir accès. En la matière, le gouvernement a décidé de montrer ce qu'il est vraiment : un amas de « fainéants du bulbe » qui, plutôt que de permettre une refonte, une véritable réforme d'un impôt local reposant sur des bases iniques et obsolètes, et faisant preuve d'un courage extrême, a préféré supprimer cette taxe.

2 – la baisse des « CHAAAARGES », des cotisations salariales, pour être plus précis, qui constitue un accroissement conséquent du salaire net, via l'augmentation de la CSG ! Le temps de préparation nous est compté, et une déclaration n'y suffirait pas. Mais le calendrier gouvernemental nous amènera sans aucun doute à discuter plus profondément sur ce sujet... Et nul doute que nous aurons loisir de vous expliquer les quelques subtiles différences entre un système de sécurité sociale « beveridgien » et un système de sécurité sociale « bismarckien », dont les modes de financements, les bases et les finalités ne se veulent pas remplir les mêmes objectifs économiques et sociaux. L'un, dont le financement est assis sur la fiscalité, se retrouvant donc à la merci de choix gouvernementaux, n'existe que pour éviter aux individus de tomber dans la plus profonde indigence ; l'autre, assise sur des cotisations sociales issues de la création réelle des richesses de la part des travailleurs, une partie de la valeur ajoutée qu'ils contribuent à créer, existe pour réparer les déséquilibres d'un système qui est fou lorsqu'il est laissé à lui-même. Mais revenons à ce gain de pouvoir d'achat que nous oublierions presque !!! Qu'en est-il réellement ? Et bien le moins que l'on puisse dire est qu'il n'est pas au rendez-vous. Car, pour paraphraser un usurpateur célèbre, en même temps, il ne vous aura pas échappé qu'il est produit comme un léger, presque imperceptible, coup de rabot, sur les prestations sociales, notamment en matière de logement. Et il est, à ce titre, particulièrement éclairant de se pencher sur l'étude de l'OFCE (Observatoire Français des Conjonctures

Economiques), reprise par l'ONG Oxfam, en matière de gain annuel de pouvoir d'achat après application des mesures fiscales du gouvernement. Dans l'hypothèse la plus positive du point de vue gouvernemental, pour le premier décile de la population (les 10 % les plus pauvres), le gain est de 81 €, pour le décile médian, le gain monte à 246 €, pour le dernier décile (les 10% les plus riches), le gain s'élève à 1487 €. Ce qui, déjà, démontre une certaine idée de la justice fiscale et sociale... Mais là où on ne peut que tous abjurer s'être trompé sur le qualificatif accolé au nom du Président de la République en le qualifiant de Président des riches, c'est que l'OFCE a réalisé cette étude en tenant compte du fait que les mesures fiscales gouvernementales ne sont pas encore financées, et qu'elles pourraient l'être via la baisse de diverses prestations sociales (hypothèse reconnue comme étant la plus crédible à ce jour par l'OFCE). Et là, tel le halo autour de la vierge à Bernadette, tout s'illumine, Emmanuel MACRON n'est pas le Président des riches, mais bien celui des andouilles ! Vérification en chiffres : premier décile : -337 €, décile médian : -69 €, dernier décile : 1193 €. Décidément, les chiffres peuvent être vraiment têtus...

Doit-on continuer la démonstration de l'incurie de ce gouvernement en matière économique, sociale et fiscale ? Vous en voulez encore ? Alors allons-y et abordons des problématiques plus communes à nos oreilles, plus proches de nos préoccupations d'agents de la fonction publique. Alors que nous croyions être sans doute proches d'une annonce du WWF nous classant dans la liste des espèces en voie d'extinction, donc à protéger, nous serions finalement encore beaucoup trop nombreux. Serions-nous alors à considérer comme nuisibles ? Pour certains, sans doute... Voilà pourquoi, Grand Gourou, qui nous avait promis 120 000 fonctionnaires en moins en cinq ans a décidé de poursuivre l'œuvre de ses prédécesseurs, un héritage absurdement assumé et revendiqué, pour notamment en terminer avec cette fonction publique de nantis, de planqués, qui constitue encore, malgré l'affaiblissement calculé et programmé des organisations syndicales les plus conscientes et les plus batailleuses qui refusent de céder aux sirènes du clientélisme et de l'accompagnement des réformes, un rempart contre l'affaiblissement généralisé de la classe des travailleurs. Les victimes du fisc, les « empêchés » de créer des richesses, les « incarcérés » des normes et règlements qui étouffent l'esprit d'entreprendre, ont, pour le coup, entrepris de prendre leur revanche sur les soi-disant privilégiés et nantis constitués des salariés, chômeurs et fonctionnaires. Il s'agit d'un renversement de paradigme, institué grâce à un fabuleux et particulièrement habile renversement sémantique. Une pure imposture, une véritable forfaiture, et finalement, une faute historique, dont les conséquences sociétales mèneront inévitablement l'Histoire à se répéter, notamment dans le sang.

De l'importance d'être attentifs aux éléments de langages et aux formules rhétoriques de nos dirigeants politiques, prêts à affirmer avec la même conviction à peu près tout aujourd'hui et son contraire demain.

Oui, mais voilà, il faut passer sous les 3 % !! C'est le mantra à la mode depuis que les banques ont renfloué leurs caisses avec notre argent et ont décidé de faire payer leurs emprunts relativement plus chers aux Etats en raison des risques induits par une gestion dispendieuse de leurs deniers publics !!! On croit rêver ! Mais non, il faut passer sous les 3 % en matière de déficit budgétaire. Or, pas question de se poser les bonnes questions sur la majeure partie de l'origine de la dette, sur les besoins de la population et comment y répondre, sur les nouveaux défis environnementaux et savoir y répondre. Avec notre gouvernement, on invente la fainéantise de l'action en la cachant par des trésors de communication et des argumentaires aussi vides que fallacieux. Pour ses membres, il n'y a pas besoin de se creuser la tête et d'être inventif, il suffit donc de taper sur les mêmes, à qui l'on a fait la leçon depuis des décennies et qui finissent par développer un sentiment de culpabilité. On va commencer par rétablir ce fameux jour de carence en cas d'arrêt de travail. Car, c'est bien connu, le fonctionnaire en use et en abuse. Plouf, là non plus, les études dédisent toute affirmation en la matière. Avec 3 % d'absentéisme dans la fonction publique d'État, 4,7 % dans la fonction publique hospitalière en sous effectif récurrent et 5,1 % dans la fonction publique territoriale et ses horaires atypiques, contre 3,8 % dans le secteur privé, il n'y a pas de quoi fouetter un chat et crier au scandale.

Oui, mais un fonctionnaire, ça coûte cher. Et même si la part des rémunérations des fonctionnaires n'a cessé de diminuer dans le budget de l'État, passant ainsi d'un pic à 27,5 % en 1977 à 23 % en 2016 et que nous avons subi le gel du point d'indice de 2010 à 2016, bénéficié d'une aumône en période pré-électorale, puis d'un retour au gel, vous ne pouvez ignorer quels désastres économiques ces blocages de salaires constituent pour les fonctionnaires. Alors faisons-lui plaisir : puisque Grand Gourou aime disrupter, alors disruptons : d'après le magazine « Alternatives Economiques » qui a procédé à une étude des statistiques émanant de la DARES (via le Ministère du travail) et de l'INSEE, entre 2000 et 2017, les gains de pouvoir d'achat des salariés du privé se sont élevés à 16,8 %. Dans le même temps, les gains de pouvoir d'achat des fonctionnaires se sont élevés à -9,2 %. Faut-il être aveugle à ce point pour ne pas voir l'entreprise de destruction massive de nos services publics et de leurs agents ?

Il ne faudrait tout de même pas se voir plus beau que ce qu'on est. Et quelques lendemains pourraient déchanter. L'annonce faite par le ministre DARMANIN à nos représentants nationaux sur la transformation du mode de rémunération des fonctionnaires, dont la majeure partie serait fonction du « mérite », pourrait donner lieu à quelques mouvements contestataires que les plus anciens ne connaissent peut-être même pas.

La venue de notre Directeur Général ce mardi et la teneur des échanges avec ce dernier sont l'illustration de ce climat délétère et explosif dans lequel le fils de Maman Gourou a plongé la France et les français depuis son arrivée au pouvoir. Accordons-lui cependant qu'une bonne partie du travail avait été faite avant lui. Ce qui ne l'absout pas pour autant. Résumons nos échanges : un abus des formules rhétoriques, un délayage d'une médiocre pensée, qui ne supporte pas la moindre tentative de contestation ou de simple critique. Critique d'ailleurs à peine formulée qu'elle se trouve distordue et caricaturée afin de s'en trouver discréditée et de ne laisser aucune chance au contradicteur de pouvoir posément s'exprimer et dérouler l'argumentaire étayé qu'il est en droit d'apporter à ce qui est censé être un débat. Mépris, arrogance et condescendance sont les qualificatifs dont notre Directeur Général a fait preuve à l'égard des représentants des personnels lors de cette entrevue.

Comment oser défendre ses propositions de nouvelles règles de gestion par le fait qu'elles sont attendues par les agents ? Par le fait qu'elles ne perdent pas leur caractère protecteur, alors qu'il concède qu'il s'agit d'une régression et que, de toute manière, il fallait un nécessaire retour de balancier, les règles de gestion étant bien trop protectrices des agents ? Il aurait été inspiré de faire œuvre d'honnêteté et de dire que les réformes régressives mises en place vis à vis des fonctionnaires répondent au même postulat de base que les ordonnances en matière de droit du travail : il faut asservir le travailleur, lui ôter toute capacité de s'affranchir de la doctrine qui lui est imposée par son supérieur, inhiber toute velléité de conscientisation de sa condition.

Vous avez convoqué aujourd'hui un Comité Technique ; une instance du « dialogue social ». Or, vous le savez aussi bien que nous, pour dialoguer, il faut être deux. Force est de constater que le compte n'y est pas, si tant est qu'il y ait jamais été. Force est de constater également que l'entreprise, à l'œuvre depuis de nombreuses années, de décrédibilisation de l'action syndicale, de culpabilisation des fonctionnaires, d'appauvrissement de la pensée et de la réflexion, de travestissement de la réalité, porte

vraisemblablement ses fruits. L'explosion sociétale, sociale et économique qui nous est promise par les mesures que vient de prendre ce gouvernement, les projets qu'il fomente contre son peuple, contre l'intérêt général, en dit long sur la vacuité de sa pensée et l'inanité de sa capacité d'action concernant l'amélioration des conditions de vie des habitants de ce pays. Ce gouvernement et ceux qui, en conscience, servent ses objectifs réels, portent une lourde responsabilité, aux yeux du jugement de l'Histoire. Peut-être ne le verrons-nous pas, car le peuple est docile par nature et l'immense majorité des gens n'aspire finalement qu'à vivre simplement et dignement de son travail. Mais si les replis identitaires, la montée des nationalismes, les manœuvres visant à créer des clivages, à désigner des boucs émissaires n'amènent pas à des conflits armés entre nations, alors, le peuple finira par comprendre, finira par savoir, et le retour de balancier pourrait être sanglant.